



Assemblée générale

Distr. générale
4 décembre 2019
Français
Original : anglais

Soixante-quatorzième session

Point 3 b) de l'ordre du jour

Pouvoirs des représentants à la soixante-quatorzième session de l'Assemblée générale

Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs

Présidente : M^{me} H. Elizabeth **Thompson** (Barbade)

1. À sa 1^{re} séance plénière, le 17 septembre 2019, l'Assemblée générale, conformément à l'article 28 de son Règlement intérieur, a nommé membres de la Commission de vérification des pouvoirs pour sa soixante-quatorzième session les États Membres suivants : Barbade, Botswana, Chine, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Maurice, Népal, Saint-Marin et Uruguay.
2. La Commission de vérification des pouvoirs s'est réunie le 10 décembre 2019.
3. La Représentante permanente de la Barbade auprès de l'Organisation des Nations Unies, H. Elizabeth Thompson, a été élue Présidente de la Commission à l'unanimité.
4. La Commission était saisie d'un mémorandum du Secrétaire général daté du 9 décembre 2019 concernant les pouvoirs des représentants des États Membres à la soixante-quatorzième session de l'Assemblée générale.
5. Comme il est indiqué au paragraphe 1 du mémorandum et comme le prévoit l'article 27 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, des pouvoirs en bonne et due forme émanant du chef d'État ou de gouvernement ou du Ministre des affaires étrangères avaient été soumis par les 128 États Membres suivants pour leurs représentants à la soixante-quatorzième session de l'Assemblée : Afghanistan, Albanie, Allemagne, Andorre, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Barbade, Belgique, Belize, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burundi, Cabo Verde, Cameroun, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, Dominique, Égypte, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Géorgie, Ghana, Guatemala, Guinée, Guyana, Honduras, Hongrie, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Islande, Israël, Italie, Jordanie, Kazakhstan, Koweït, Lesotho, Lettonie, Liban, Libéria, Liechtenstein, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Mauritanie, Monaco, Mongolie, Monténégro, Myanmar, Namibie, Nauru, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Pays-Bas, Pérou,



Philippines, Pologne, Portugal, République arabe syrienne, République centrafricaine, République de Corée, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sainte-Lucie, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Serbie, Seychelles, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Sri Lanka, Suède, Tadjikistan, Tchéquie, Thaïlande, Togo, Tonga, Trinité-et-Tobago, Turkménistan, Ukraine, Uruguay, Vanuatu, Venezuela (République bolivarienne du) et Zambie.

6. Comme il est indiqué au paragraphe 2 du mémorandum, des informations concernant la nomination des représentants des États Membres à la soixante-quatorzième session de l'Assemblée générale avaient été communiquées au Secrétaire général, par transmission d'une copie des pouvoirs en bonne et due signés par le chef d'État ou de gouvernement ou le Ministre des affaires étrangères ou sous forme de lettre ou de note verbale émanant de la Mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies, par les 65 États Membres suivants : Algérie, Afrique du Sud, Antigua-et-Barbuda, Bangladesh, Bélarus, Bénin, Bolivie (État plurinational de), Brésil, Burkina Faso, Cambodge, Canada, Chili, Comores, Djibouti, El Salvador, Eswatini, Gabon, Gambie, Grèce, Grenade, Guinée équatoriale, Guinée-Bissau, Haïti, Îles Marshall, Irlande, Jamaïque, Japon, Kenya, Kirghizistan, Kiribati, Libye, Lituanie, Macédoine du Nord, Malawi, Maurice, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Mozambique, Népal, Niger, Nouvelle-Zélande, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Qatar, République de Moldova, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République dominicaine, Rwanda, Saint-Kitts-et-Nevis, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Soudan du Sud, Suisse, Suriname, Tchad, Timor-Leste, Tunisie, Turquie, Tuvalu, Viet Nam, Yémen et Zimbabwe.

7. La Présidente a proposé le projet de résolution suivant pour adoption par la Commission, étant entendu que les pouvoirs en bonne et due forme des représentants des États Membres mentionnés au paragraphe 6 du présent rapport seraient communiqués au Secrétaire général dès que possible :

La Commission de vérification des pouvoirs,

Ayant examiné les pouvoirs des représentants des États Membres à la soixante-quatorzième session de l'Assemblée générale,

Accepte les pouvoirs des représentants des États Membres mentionnés aux paragraphes 1 et 2 du mémorandum du Secrétaire général.

8. Le projet de résolution proposé par la Présidente a été adopté sans être mis aux voix.

9. La représentante des États-Unis d'Amérique ne s'est pas associée à l'adoption de la résolution de la Commission uniquement pour ce qui était de l'acceptation des pouvoirs présentés par le représentant de Maduro au nom de la République bolivarienne du Venezuela. Elle a ajouté que, pour ce qui était des notes distribuées à la Commission au sujet de l'État plurinational de Bolivie, les États-Unis comptaient que des notes diplomatiques soumises en bonne et due forme seraient traitées par le Service du protocole de l'Organisation des Nations Unies conformément à la pratique établie.

10. La Présidente a ensuite proposé que la Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter un projet de résolution intitulé « Pouvoirs des représentants à la soixante-quatorzième session de l'Assemblée générale » (voir par. 12). La proposition a été adoptée sans être mise aux voix.

11. Au vu de ce qui précède, le présent rapport est soumis à l'Assemblée générale.

Recommandation de la Commission de vérification des pouvoirs

12. La Commission de vérification des pouvoirs recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution suivant :

Pouvoirs des représentants à la soixante-quatorzième session de l'Assemblée générale

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport de la Commission de vérification des pouvoirs et la recommandation qui y figure,

Approuve le rapport de la Commission de vérification des pouvoirs¹.

¹ [A/74/572](#).